



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

BCE

Question au Gouvernement n° 630

Texte de la question

POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ EN EUROPE ET RÉFORME DE LA BCE

M. le président. La parole est à M. Gaby Charroux, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Gaby Charroux. Mon collègue Alain Bocquet, bloqué par la neige dans le Nord, s'associe à moi pour cette question qui s'adresse à monsieur le ministre chargé des affaires européennes.

Partout en Europe, l'austérité est devenue le nouveau modèle sur lequel se fondent les politiques économiques et sociales. Pourtant, l'austérité a fait la preuve de son inefficacité et de sa contre-productivité, mais elle assèche à ce point les économies européennes que les peuples ne peuvent plus la supporter.

L'Europe compte ainsi 26 millions de chômeurs. En Grèce, huit plans d'austérité successifs ont conduit à une augmentation de 25 % de la dette, alors que le chômage est passé de 12 à 23 % de la population active. En Italie, il a bondi de 11 % en un an. Il en va de même pour l'Espagne, le Portugal et tant d'autres États. Plus aucun pays, ni même l'Allemagne, n'échappe aux ravages de l'austérité qui accélère le déclin européen.

Quand bien même je ne suis pas de ceux qui réduisent tout à la croissance, les chiffres prévus pour le prochain trimestre sont en recul.

Le libéralisme forcené, favorisé depuis dix ans par la France et l'Allemagne notamment, ainsi que le dogme de la réduction des dépenses publiques, ont encouragé la domination des marchés. Cela ne profite qu'aux actionnaires, tandis que les citoyens européens paient une lourde addition.

Les grandes entreprises européennes, quant à elles, dorment sur un tas d'or : elles ont stocké 366 milliards d'euros, selon l'expert économique Bloomberg.

Il faut rompre avec l'austérité, comme l'a déclaré hier le Président de la République, et la France doit donner le signal de cette rupture.

Monsieur le ministre de l'économie et des finances, comment la France entend-elle peser pour inverser ces logiques et créer les conditions nécessaires à une réforme de la BCE, de façon à la mettre à la disposition des États, si bien que les peuples ne soient plus les otages des grands groupes bancaires ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député, nous nous trouvons en effet dans une situation de crise, et l'économie européenne est très dégradée. Je ne reprendrai pas tous les chiffres relatifs à la zone euro au dernier trimestre de l'année 2012, mais la croissance est négative à -0,6 point. La France, avec 0,3 point, fait ainsi mieux que ses partenaires, Allemagne comprise, ou moins mal plutôt, car nous ne saurions nous contenter de ce résultat.

C'est pourquoi nous devons mener une politique qui sache tenir les deux bouts de la chaîne : le sérieux budgétaire, qui est indispensable, mais également le souci de la croissance, qui ne peut être, ne doit être, ni ne sera l'oubliée de notre politique économique.

Le sérieux budgétaire s'impose car la dette publique dont nous avons hérité, et qui s'est accrue de 600 milliards d'euros au cours du dernier quinquennat, est une dépense improductive : tout euro consacré à son remboursement - et d'autant si elle devait coûter plus cher par manque de crédibilité -, c'est un euro en moins pour l'éducation, un euro en moins pour l'hôpital, pour l'emploi.

Mme Laure de La Raudière. Vous ne répondez pas !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Une stratégie de désendettement s'impose donc. Dans le même temps, la

croissance est indispensable. Or, si nous faisons moins mal que d'autres, c'est notamment parce que nous avons mené une politique favorable à la consommation des classes populaires et des classes moyennes, auxquelles nous sommes attachés.

S'ajoute, dans le cadre européen, le pacte de croissance que le Président de la République a obtenu lors du premier Conseil européen. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Tout un ensemble de dispositions est au service de ce pacte : qu'il s'agisse des fonds structurels européens, du fonds pour la jeunesse, de tout ce que nous mettons en oeuvre pour investir, de l'action de la BEI que Bernard Cazeneuve et moi-même voulons stimuler afin qu'elle investisse en priorité sur nos territoires.

Comme vous le voyez, monsieur le député, nous cherchons à mener une politique de sortie responsable de la crise, qui soit certes sérieuse, mais qui n'oublie jamais la croissance et agisse pour les peuples, tout en réduisant les inégalités.

Données clés

Auteur : [M. Gaby Charroux](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (13^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 630

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 mars 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [14 mars 2013](#)